REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LESIGNY

JEUDI 26 JANVIER 2017

Les membres du conseil municipal se sont réunis le Jeudi 26 Janvier 2017 à 19 h 30 salle de la Mairie sous la présidence de Daniel TREMBLAIS, Maire,

Etaient présents : Mrs TREMBLAIS D., BEAUVAIS P., LEROY D., BARREAULT A., GREYO T., PICARD P., BEAUVAIS P., BLEAU L., Mmes CHEVALIER M., COMBASTEL C.

Etaient Absents Excusés : Mme BLUET AM ayant donné pouvoir à Mr TREMBLAIS D., Mr DREUX S. ayant donné pouvoir à Mr LEROY D., Mr MICHEL N. ayant donné pouvoir à Mr BLEAU L.

Etaient Absents : Mrs ARNOUX S., VOYEZ C.

APPROBATION DE LA REVISION DE LA CARTE COMMUNALE

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L160-1 et suivants ainsi que ses articles R163-1 et suivants ;
Vu la délibération en date du 26 Septembre 2013 prescrivant la révision de la carte communale ;
Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 18 Août 2016 ,
Vu l'avis de la CDPENAF en date du 8 Septembre 2016 ;
Vu l'absence d'avis de la chambre d'agriculture suite à notification ;
Vu l'arrêté municipal en date du 22 Août 2016 soumettant le projet de révision de la carte communale à enquête publique qui s'est déroulée du 12 Septembre 2016 au 14 Octobre 2016 ;
Entendu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, et considérant que les résultats de ladite enquête justifient :

- Une modification de zonage suite à la suggestion du commissaire enquêteur (inclure les parcelles 92,93,94 en zone U et classer en zone N une partie de la parcelle ZD340, le propriétaire de celle-ci ayant donné son accord, le permis d'aménager n°08612916 E 0006 a été accordé par la DDT le 20 Décembre 2016 avec un permis de construire en cours sur une parcelle
- Quelques corrections d'erreurs matérielles sur le projet de révision de la carte communale ;
-

Après en avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la révision de la carte communale, telle qu'elle est annexée à la présente ;
- De transmettre la carte communale au préfet pour approbation conformément à l'article R163-5 du Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article R163-9 DU Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.

Les dispositions engendrées par la carte communale ne seront exécutoires qu'après :

- L'approbation de la carte communale par la Préfète, dans un délai de 2 mois après sa transmission ou de manière tacite passé ce délai,
- L'accomplissement des modalités d'affichage prévues à l'article R163-9 du Code de l'Urbanisme.

ENTOURAGE DU CIMETIERE

Monsieur Le Maire fait part aux membres du conseil municipal du projet de la réalisation de l'entourage du cimetière avec une construction d'une clôture en grillage rigide agrémentée d'une haie de charme. Le montant des travaux s'élèverait à la somme de 3110,40 € HT environ. Le projet sera inscrit au budget 2017. Une subvention ACTIV 3 sera demandée auprès du Conseil Départemental.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal acceptent à l'unanimité ce projet de clôture et autorisent Monsieur Le Maire à effectuer toutes les demandes nécessaires.

TRAVAUX DE VOIRIE

Monsieur Le Maire informe les membres du conseil municipal d'effectuer une commande de panneaux signalétiques, de peinture pour effectuer la pose de panneau stop route de coussay les bois et rue des échelles et divers passages piétons en face du cimetière. Le coût total des achats de fournitures s'élèverait à la somme de 1200 € HT. Cette somme sera inscrite au budget 2017.

DESIGNATION D'UN DELEGUE SUPPLEANT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND CHATELLERAULT

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1-037 du 6 Décembre 2016 portant modification de périmètre de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais à compter du 1^{er} Janvier 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-050 du 16 Décembre 2016 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais,

Considérant que la répartition des sièges s'effectue selon les règles définies au II à V de l'article L5211-6-1 du Code général des collectivités territoriales et en fonction de la population des collectivités membres,

Considérant que la Commune de Lésigny est une commune de moins de 1000 habitants

Ne considérant que la commune de Lésigny dispose d'1 siège titulaire et d'1 siège suppléant au sein du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays châtelleraudais,

Vu la candidature sur la liste 1 Daniel TREMBLAIS (titulaire) et Mr BEAUVAIS Patrick (suppléant)

Vu le résultat au 1^{er} tour,

Le Conseil Municipal procède au vote :

Nombre de votants : 12

Nombre de nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 12

Daniel TREMBLAIS et Mr BEAUVAIS Patrick sont élus par 12 voix respectivement représentant titulaire et suppléant au conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays châtelleraudais.

DESIGNATION D'UN DELEGUE A LA CLETC (Commission locale d'évaluation des transferts de charge)

Vu l'article 1609 nonies C IV du Code général des impôts relatif à la création d'une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges entre un EPCI et ses communes membres,

Vu la délibération n° 4 du 5 Décembre 2016 de la Communauté d'agglomération du Pays Châtelleraudais (CAPC),

Considérant la nécessité de définir la composition d'évaluation des transferts de charges suite à l'extension de la CAPC,

Le conseil communautaire ayant délibéré, décide de fixer la composition de la commission d'évaluation des transferts de charges à 55 membres répartis comme suit :

- 1 représentant pour chaque commune de moins de 5000 habitants,
- 2 représentants pour chaque commune entre 5 000 et 25 000 habitants ,
- 8 représentants pour chaque commune supérieure à 25 000 habitants.

Monsieur Le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de procéder à l'élection du représentant qui siègera à la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

Mr TREMBLAIS Daniel est élu à l'unanimité pour siéger à la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais.

DESIGNATION D'UN DELEGUE AU SIAG

Monsieur Le Maire fait part aux membres du Conseil municipal qu'il convient d'élire un membre du conseil municipal afin de siéger auprès de ce syndicat. Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal nomme Mr TREMBLAIS Daniel au poste de délégué concernant cette commission.

OUVERTURE DE LA FOURRIERE ANIMALE COMMUNAUTAIRE AUX COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DU PAYS CHATELLERAUDAIS

Monsieur Le Maire fait part aux membres du Conseil municipal que suite à l'arrêt de la Communauté de communes des vals de Gartempe et Creuse adhérant auparavant à la SACPA concernant la capture des animaux errants. Nous devons délibérer ce jour pour adhérer à la fourrière animale communautaire de Châtellerault.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal acceptent cette adhésion et autorisent Monsieur Le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

DELIBERATION CONCERNANT LES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMENAGEMENT DES AFFLUENTS DE LA GARTEMPE ET DE LA CREUSE.

Monsieur Le Maire rappelle aux membres du conseil municipal qu'une enquête publique concernant la loi sur l'eau se déroule du 19 Décembre 2016 jusqu'au 27 Janvier 2017. Cette enquête publique consiste à réaliser des travaux d'aménagement et d'entretien de la rivière Creuse et ses affluents.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal émet un avis favorable concernant les travaux d'aménagement et d'entretien de la rivière Creuse et ses affluents.

OPPOSITION AU TRANSFERT DE COMPETENCE DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

VU le CGCT et en particulier l'article L 5214-16, relatif au transfert de compétence aux EPCI en matière de PLU,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, et notamment son article 136, relatif aux conditions d'exercice de la minorité de blocage, **CONSIDERANT** que dans le contexte actuel d'extension du périmètre de la CAPC, il n'apparaît pas opportun de confier à l'agglomération du pays châtelleraudais la compétence en matière de plan local d'urbanisme,

CONSIDERANT la nécessité pour le conseil municipal de délibérer avant le 27 mars 2017, pour s'opposer à la compétence PLU, Le conseil municipal, ayant délibéré, procède au vote Pour : 11 voix
Contre : 1 voix

- de s'opposer au transfert de la compétence plan local d'urbanisme à la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais.

MOTION CONCERNANT LE REFUS DE TRANSFERT DE L'INSTRUCTION DES CARTES D'IDENTITE

Les élus de la commune de LESIGNY refusent le transfert de l'instruction des cartes nationales d'identité aux communes actuellement équipées d'un dispositif de recueil des passeports biométriques.

Dans le cadre de la réforme de l'organisation des préfectures appelée « Plan Préfectures Nouvelle Génération », il est prévu en mars 2017 que les demandes de cartes nationales d'identité (CNI) soient gérées comme pour les passeports biométriques, à savoir une instruction complète confiée à certaines communes de la Vienne équipées d'ores et déjà de dispositifs de recueil.

A ce jour, 15 communes de la Vienne disposent de ces dispositifs de recueil, ce qui représente seulement 5% des communes de la Vienne.

Or si seulement 2,9% de la population du département de la Vienne a demandé un passeport en 2015, il en est tout autrement pour la CNI qui est régulièrement demandée dans des démarches administratives (élection, hospitalisation, démarches bancaires, examens scolaires...).

De plus, cette situation conduit à créer des « super mairies », sans moyens humains ni financiers suffisants pour pallier cette nouvelle mission. Pour les autres mairies, un tel projet accélérerait l'éloignement des services publics de première nécessité alors qu'au quotidien ces mairies redoublent d'efforts pour les maintenir et les développer au plus proche des administrés.

L'État, au travers de cette réforme, s'éloigne des collectivités et des citoyens et porte atteinte au symbole que représente la mairie.

De ce fait, les communes qui ne sont pas équipées de ces dispositifs de recueil se verront être totalement dessaisies de cette mission si importante en terme de contact avec la population. De plus, cette mesure éloignera encore le service public des habitants, en obligeant certaines à effectuer plus de 20kms pour déposer leur demande, et autant pour retirer le titre. Comment les personnes peu mobiles pourront-elles accéder à un service aussi indispensable ?

Enfin, ce transfert d'une charge par l'État aux communes disposant d'un dispositif de recueil entraînera une augmentation substantielle de travail et d'accueil de populations pour ces communes, qui ne seront pas correctement compensés financièrement.

Les élus de la commune de LESIGNY sont donc fermement opposés à ce projet.

MOTION DE DEMANDE D'OBTENTION D'UN DISPOSITIF DE RECUEIL POUR L'INSTRUCTION DES CARTES NATIONALES D'IDENTITE

Les élus de la commune de LESIGNY souhaitent obtenir un dispositif de recueil pour l'instruction des cartes nationales d'identité et des passeports biométriques.

Dans le cadre de la réforme de l'organisation des préfectures appelée « Plan Préfectures Nouvelle Génération », il est prévu en mars 2017 que les demandes de cartes nationales d'identité (CNI) soient gérées comme pour les passeports biométriques, à savoir une instruction complète confiée à certaines communes de la Vienne équipées d'ores et déjà de dispositifs de recueil.

A ce jour, 15 communes de la Vienne disposent de ces dispositifs de recueil, ce qui représente seulement 5% des communes de la Vienne.

Or si seulement 2,9% de la population du département de la Vienne a demandé un passeport en 2015, il en est tout autrement pour la CNI qui est régulièrement demandée dans des démarches administratives (élection, hospitalisation, démarches bancaires, examens scolaires...).

L'État, au travers de cette réforme, s'éloigne des collectivités et des citoyens et porte atteinte au symbole que représente la mairie.

La commune de LESIGNY souhaite donc obtenir un dispositif de recueil afin :

- de lutter contre cet éloignement d'un service public de première nécessité ;
- l'échelle de l'ancien canton de Pleumartin aucune mairie n'est à ce jour équipée d'un dispositif de recueil ;
- la plus proche commune disposant d'un dispositif de recueil se trouvant à 20 .km, cette situation n'est pas acceptable pour les administrés ;

Les élus de la commune de LESIGNY veulent donc obtenir un dispositif de recueil.

Monsieur Le Maire informe :

- Qu'une boîte à idées pour le fleurissement est disponible dans le couloir de la Mairie afin de recueillir vos suggestions.
- Que le 26 Février 2017 aura lieu l'assemblée générale de la fédération française de randonnées pédestres
- Qu'il a été donné un compte rendu de la commission voirie qui s'est déroulé le 3 Décembre dernier et que les travaux s'effectueraient au Printemps
- De recevoir la caravane des sports durant l'été 2017, qu'une demande sera faite auprès du Conseil Départemental